



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2008

Informations générales sélectionnées

<i>Central American Free Trade Agreement (CAFTA)</i>	1
US-Uruguay: vers un accord en matière de commerce et d'investissement?	1
Congrès: adoption d'une législation renouvelant l'ATPDEA et le GSP	2

Hautes technologies

Accord américano-indien sur le nucléaire	3
Commerce inter-firme	3

Normes du Travail et système social

Congrès : débat autour de la création d'une nouvelle zone d'exportation aux abords de la frontière afghano-pakistanaise	4
Congrès : prolongement du financement du TAA	5

Documents officiels et articles connexes.....5

Informations générales sélectionnées

Central American Free Trade Agreement (CAFTA)

01/10/08 : Le Costa Rica n'a pas pu mettre en œuvre à temps le Central American Free Trade Agreement (CAFTA) prévu pour le 1er octobre 2008. Cet empêchement est dû au fait que la Cour suprême du pays a décidé le 11 septembre dernier que l'Assemblée législative avait approuvé un projet de loi sur les droits de propriété intellectuelle sans consulter les populations indigènes du pays. Il s'agit d'une violation de la Convention no. 169 de l'Organisation Mondiale du Travail. Le litige porte sur les enjeux liés à la biodiversité. La Cour a donc ordonné que des dispositions associées à la protection de la biodiversité soient incluses dans le projet de loi. Les droits de propriété intellectuelle constituent le dernier des 13 points de la législation dont l'Assemblée législative du Costa Rica a besoin pour entériner le CAFTA. Ce dernier est le seul des sept pays n'ayant pas encore mis en œuvre l'Accord signé par Bush dans la législation commerciale américaine en 2005. Selon l'USTR, la date limite pourrait être repoussée de trois mois, c'est-à-dire, jusqu'au 31 décembre.

US-Uruguay: vers un accord en matière de commerce et d'investissement?

02/10/08 : Les gouvernements des États-Unis et de l'Uruguay ont signé deux protocoles en lien avec leur accord-cadre en matière de commerce et d'investissements (TIFA). Les deux protocoles furent signés par le ministre des



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2008

Affaires étrangères uruguayennes, Gonzalo Fernández, et le sous-représentant au Commerce pour les Amériques, Everett Eissenstat. Ces protocoles comprennent des engagements en matière d'environnement et de coopération commerciale.

En outre, les deux pays ont signé un « mémorandum de compréhension » dans le but de renforcer la coopération en matière d'énergie renouvelable et d'efficacité énergétique. Ce mémorandum vient souligner le rôle central que joue l'énergie dans l'économie et engage les deux gouvernements à promouvoir la recherche et le développement ainsi que l'investissement et la collaboration du secteur privé. L'accord permettra aussi la création d'un groupe de travail binational centré sur les enjeux énergétiques. Enfin, ce mémorandum vient renforcer la coopération dans les domaines du commerce, du développement économique et de la science et technologie. Selon le Bureau du Porte-parole du Département d'État américain, Sean McCormack, « this includes interaction between U.S. academic institutions and Uruguayan government officials and scientists in the area of biofuels, as well as the support of the U.S. Departments of State and Agriculture for several U.S. biofuels experts to visit Uruguay to promote research opportunities and academic exchanges. »

Congrès : adoption d'une législation renouvelant l'ATPDEA et le GSP

03/10/08 : Le Congrès a adopté une législation (H.R.7222) renouvelant deux importants programmes; le *Generalized System of Preferences* (GSP) et le *Andean Trade Promotion and Drug Eradication Act* (ATPDEA). L'ATPDEA est renouvelé pour un an pour la Colombie et le Pérou ainsi que pour six mois pour l'Équateur et la Bolivie (avec la possibilité d'une extension de six autres mois à condition qu'ils satisfassent aux critères établis dans l'Accord).

Le GSP, quant à lui, se voit renouvelé pour un an sans conditions. Par ailleurs, la législation autorise l'exemption de droits sur certains produits d'habillement en provenance de la République Dominicaine et amende l'*African Growth and Opportunity Act* en abrogeant la disposition de «provision abondante» afin que les pays africains puissent utiliser des tissus (*third country fabric*) faisant l'objet d'exemptions de droits de douane. En revanche, bien qu'elle a applaudi l'approbation de cette législation, la représentante américaine pour le Commerce (USTR), Susan C. Schwab, a tenu à rappeler que « [...] this is only one side of the trade equation – the import side. The House and Senate now need to take up the issues facing American exports, and create a level playing field for American goods and services sold abroad. Congress should approve the FTAs with Colombia, Panama and Korea, which would reduce or eliminate tariffs faced by American goods and services sold in those countries. »



Domaine des hautes technologies

Accord américano-indien sur le nucléaire

02/10/08 : Le Congrès a adopté une législation (H.R. 7081) mettant en œuvre le *United States-India Nuclear Cooperation Approval and Non-proliferation Enhancement Act*. Cet accord représente une véritable rampe de lancement vers la cristallisation d'un partenariat stratégique entre les deux plus grandes démocraties du monde. Selon le président de la Chambre du Commerce des États-Unis, Tom Donohue : « this historic accord opens a new era in U.S.-India relations. It will help combat nuclear proliferation, provide the Indian economy with clean energy, and create new opportunities for American workers and businesses in one of the world's fastest growing economies. » Cette législation permettra des transferts de technologies nucléaires entre les deux pays. À cet égard, l'Inde s'est engagée à placer ces installations nucléaires civiles sous inspection de l'Agence internationale de l'énergie atomique (AIEA) et du Groupe des fournisseurs nucléaires (NSG). Plus encore, l'Inde prévoit investir plus de \$150 milliards dans son secteur nucléaire d'ici 2030. Selon le *US-India Business Council*, ces investissements permettront de soutenir plus de 250,000 emplois américains dans le domaine des hautes technologies. Enfin, cet accord permettra de créer d'importantes opportunités pour les firmes américaines dans plusieurs secteurs de l'économie indienne.

Commerce inter-firme

03/10/08 : Le Bureau de la sécurité industrielle (BIS) du Département du Commerce des États-Unis a émis une nouvelle licence de contrôle sur les exportations afin d'aider les firmes transnationales (FTN) à transférer des marchandises dites «sensibles», des logiciels ainsi que de l'information à leurs filiales. Le but est d'attribuer une «licence d'exception» aux transferts inter-firmes dans tous les pays sauf ceux du «Groupe D» comme l'Iran ou encore Cuba. Cela dit, toutes les FTN devront être «préapprouvées» afin de bénéficier de cette exception. Une fois approuvées, les FTN devront faire face à des critères de sécurité sous lesquels, elles s'engagent à fournir au BIS de l'information personnelle (i.e. le nom, nationalité, date de naissance, etc.) sur leurs employés à l'étranger qui reçoivent un transfert de technologie ou un «code-source» sous la licence d'exception.

Le BIS a également émis une règle sur les «réexportations». Cette règle allège les contrôles sur certains items possédant un «contenu américain». Les États-Unis réclament des licences sur les réexportations si le «contenu américain» excède les 25% de la totalité de l'item en termes de valeur. Ainsi, cette nouvelle règle permet aux compagnies d'empaqueter (*bundle*) du matériel



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2008

informatique et des logiciels dans le but de passer en deçà du seuil des 25% et d'atteindre un seuil plus strict de 10 % si l'item est expédié vers une destination soumise aux sanctions américaines. Ainsi, les exportations de matériels informatiques et de logiciels *conditionnées* n'auront pas besoin d'une licence si le «contenu *total* américain» n'excède pas 25%, et ce, même si le matériel informatique et les logiciels excèdent ce pourcentage en étant comptés séparément. Enfin, le BIS a émis une série de changements unilatéraux en matière de contrôle sur les exportations dans le cadre d'une révision du *Commerce Control List* (CCL). Cette révision renforce les contrôles sur des technologies ayant été omises dans les numéros de la classification de contrôle d'exportation (ECCNs).

Pour de plus amples informations sur ces nouvelles règles, veuillez consulter : <http://www.bis.doc.gov/>

Normes du travail et Système social

Congrès : débat autour de la création d'une nouvelle zone d'exportation aux abords de la frontière afghano-pakistanaise

01/10/08 : Charles Grassley (R-IA) du Comité sénatorial des finances a tenté de relier la législation H.R.7222 (renouvelant l'ATPDEA) à un projet de loi portant sur la création de zones d'exportation aux abords de la frontière afghano-pakistanaise en tant que «Zones d'Opportunité de Reconstruction» (ROZ). Ce lien n'a pu se matérialiser en raison d'une querelle entre le Sénat et la Chambre des Représentants au sujet des normes du travail dans cette région du monde. Les normes proposées par la Chambre des Représentants dans le projet de loi H.R. 6387 (toujours en attente devant le Comité des Voies et Moyens) sont considérées comme trop «strictes» vis-à-vis celles proposées par le Sénat dans le projet de loi S. 2776 (toujours en attente devant le Comité sénatorial des finances).

La version de la Chambre des Représentants exige, par exemple, que le Pakistan et l'Afghanistan désignent des représentants officiels en matière de normes du travail et établissent un programme pouvant être opéré en conjonction avec l'Organisation Mondiale du Travail dans le but de protéger les droits du travail dans ces pays.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2008

Congrès : prolongement du financement du Trade Adjustment Assistance (TAA)

03/10/08 : Le Congrès a prolongé le financement du *Trade Adjustment Assistance* (TAA) dans le cadre d'une résolution continue (CR). Le TAA permet de fournir aux chômeurs et aux travailleurs dont les heures de travail et salaires se sont vus réduits en raison d'une augmentation des importations. Cela dit, en dépit de son financement, le TAA n'a pas été «reconduit». Le programme continue toujours d'opérer même après son expiration en décembre dernier. Bien qu'une reconduite ne soit pas nécessaire pour continuer l'opérationnalisation du TAA, il n'en demeure pas moins qu'elle fournirait plus de «certitude légale» au programme. Par exemple, si un applicant se voit refuser l'accès aux bénéfices du TAA, qu'en sera-t-il de ses possibilités de recours ? Selon le Département du Travail, ce manque d'autorisation ne constitue pas un «obstacle immédiat» au programme, car il s'est déjà engagé à opérer le TAA pour l'année fiscale 2009 tant que le Congrès continuait à voter son financement. « I'm pleased to have short-term funding in place to continue critical Trade Adjustment Assistance programs that help keep our workforce growing and more competitive here at home, but the effort cannot stop here », a déclaré le président du Comité sénatorial des finances, Max Baucus. En effet, dans un contexte de tempête financière, il a rajouté ceci: « expanding and reauthorizing Trade Adjustment Assistance to help more American workers will remain my number one trade priority in 2009. »

Documents officiels et articles connexes

- *Multilateralism beyond Doha*. Par Aaditya Mattoo and Arvind Subramanian.
<http://www.petersoninstitute.org/publications/wp/wp08-8.pdf>
- *Banking on Basel: The Future of International Financial Regulation*. Par Daniel K. Tarullo. <http://bookstore.petersoninstitute.org/bookstore/4235.html>
- *Global Economic Prospects: Surviving a Mild Case of Stagflation*. Par Michael Mussa.
<http://www.iie.com/publications/papers/mussa0908.pdf>
- *Moscow Says U.S. Leadership Era Is Ending*. Par Andrew Kramer.
http://www.nytimes.com/2008/10/03/world/europe/03russia.html?_r=2&ref=world&oref=slogin&oref=slogin



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2008

- *Trade, Protectionism, and the U.S. Economy: Examining the Evidence.* Par Robert Krol. <http://www.free-trade.org/pubs/briefs/tbp-028.html>
- *Hudson Institute Economic Report.* <http://www.hudson.org/files/documents/Hudson%20Econ.%20Rpt.10.3.08.pdf>
- *Globalization the next round: Sociological perspectives.* Par Jan Nederveen Pieterse. <http://www.tradeobservatory.org/headlines.cfm?refID=103755>
- *Four Shipping Executives Agree to Plead Guilty to Conspiracy to Eliminate Competition and Raise Prices for Moving Freight to and from the Continental U.S. and Puerto Rico.* US Department of Justice. http://www.usdoj.gov/atr/public/press_releases/2008/237849.htm
- *Justice Department Issues Report on Antitrust Monopoly Law.* US Department of Justice. http://www.usdoj.gov/atr/public/press_releases/2008/236975.htm
- *U.S Department of Justice, Competition and Monopoly: Single-Firm Conduct under Section 2 of the The Sherman Act (2008).* www.usdoj.gov/atr/public/reports/236681.pdf
- *Views on the current crisis in global financial markets, their impact on the real economy and the public policy choices confronting the United States and other countries.* Par Edwin M. Truman; Adam S. Posen; William R. Cline; Simon Johnson; C. Randall Henning. www.petersoninstitute.org/issues/current.htm
- *Emerging Lessons from the U.S. Financial Crisis.* Par Eswar Prasad. www.brookings.edu/opinions/2008/0925_financial_crisis_prasad.aspx
- *A Brief Guide To Fixing Finance.* Par Martin Neil Baily et Robert E. Litan. www.brookings.edu/papers/2008/0922_fixing_finance_baily_litan.aspx

Source Générale: *Inside US Trade*, vol. 26, no. 39, October 2008.



Chronique commerciale américaine

Bulletin d'information, 6 octobre 2008

Chroniques commerciales américaine

Ce bulletin est réalisé par le Centre d'études internationales et mondialisation

Direction scientifique : Christian Deblock

Recherche et Rédaction : Guillaume Mascotto

Pour nous joindre : +1 (514) 987-3000 #3910 - <http://www.ceim.uqam.ca> - ceim@uqam.ca